Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/En-Irak-Bush-betonne-la-strategie-americaine-contre-l-Iran>

En Irak, Bush bétonne la stratégie américaine contre l'Iran.

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Date de mise en ligne : lundi 5 février 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Laurent Lozano

[AFP](#). Washington. Le dimanche 4 février 2007.

Steve Hadley, un des plus hauts conseillers de George W. Bush, a confirmé cette semaine qu'en haussant le ton contre les agissements iraniens en Irak, le président cherchait davantage un moyen de pression supplémentaire contre l'Iran qu'un coupable de tous les maux irakiens.

Le renseignement américain a d'ailleurs publié un rapport disant que, si le malade irakien présentait des symptômes de « guerre civile », son voisin iranien n'était pas le principal responsable.

Certes, dit le document, « le soutien meurtrier des Iraniens à des groupes précis de militants irakiens chiites intensifie le conflit en Irak ».

Mais l'implication des voisins de l'Irak et bêtes noires des États-Unis dans la région, l'Iran et la Syrie, « est peu susceptible d'être un facteur majeur de violence ou de perspective de stabilité » à cause de la dynamique propre aux affrontements confessionnels irakiens.

M. Bush s'est gardé de dire que l'Iran était un « facteur majeur » d'instabilité.

Mais, en même temps qu'il défend un nouveau plan pour l'Irak contre la désapprobation du Congrès et de l'opinion, il répète que les États-Unis emploieront tous les moyens nécessaires pour protéger leurs soldats contre les agissements iraniens en Irak.

Par son insistance, a-t-il, volontairement ou involontairement, exagéré les torts iraniens ? Anthony Cordesman, expert au Center for Strategic and International Studies, relève que le Renseignement « dresse un tableau bien plus nuancé de la menace » iranienne que le président.

M. Hadley, conseiller de M. Bush à la sécurité nationale, a répondu qu'il ne s'agissait pas que de l'Irak, mais aussi des inquiétudes des dirigeants des pays sunnites, qui « vont bien au-delà du rôle iranien en Irak ».

M. Hadley a porté dans le même acte d'accusation contre la République islamique non seulement ses menées en Irak, mais aussi le soutien au groupe radical Hamas dans les Territoires palestiniens et les efforts pour « déstabiliser » le gouvernement libanais et se doter de l'arme nucléaire.

L'Iran est un « fauteur de troubles dans la région », a-t-il dit.

« Il n'y va pas ici de l'Irak, il y va de l'Iran » lui-même, résume Lawrence Korb, expert au Center for American Progress.

M. Bush a autorisé à tuer ou capturer les agents iraniens menaçant les soldats américains après que les États-Unis eurent constaté une augmentation de leur nuisance dans la deuxième moitié de 2006, dit la Maison-Blanche.

Les Américains accusent les Iraniens de fournir les milices chiites en armes et en engins explosifs qui causent tant de ravages dans leurs rangs.

Cependant ils ont repoussé au moins à deux reprises une conférence au cours de laquelle ils comptaient produire les preuves de leurs allégations.

En Irak, Bush bétonne la stratégie américaine contre l'Iran.

L'Iran lui-même ne cesse de mettre les États-Unis au défi de livrer leurs preuves. En temporisant, l'administration conforte les doutes jusqu'à susciter le soupçon que M. Bush cherche un bouc émissaire.

Avec la rhétorique vigoureuse de M. Bush, cela fait craindre aux adversaires démocrates du président une escalade semblable à celle qui avait précédé l'invasion de l'Irak, quand un Renseignement défaillant avait servi à justifier la guerre.

« On a le sentiment que ce sont les pays arabes de la région qui attisent les braises, en poussant les Américains à la confrontation avec un adversaire qu'ils n'osent pas affronter publiquement.

Alors que l'Iran paraît étendre son influence à pas comptés, et sans laisser de traces », dit un diplomate occidental en poste à Téhéran.

Les experts envisagent que les radicaux iraniens soutiennent leurs pairs irakiens pour causer juste ce qu'il faut d'ennuis aux Américains.

Mais, disait Dennis Ross, conseiller au Washington Institute for Near East Policy, en janvier devant des sénateurs, l'Iran comme la Syrie ont « peu d'intérêt à voir l'Irak commencer à se déliter ». Il invoquait le risque d'un afflux de réfugiés, d'une contagion de la violence et du terrorisme, et d'une rivalité exacerbée avec l'Arabie Saoudite.